

TRIBUNE

# **Malgré la concentration des pouvoirs, « la position de Xi Jinping n'est pas si confortable qu'elle en a l'air »**

dimanche 31 mars 2019, par [BEJA Jean-Philippe](#) (Date de rédaction antérieure : 24 mars 2019).

**Le président chinois a beau se présenter comme un dirigeant incontestable, il a quand même essuyé des échecs, selon le sinologue Jean-Philippe Béja.**

Sommaire

- [Le contrôle de la société](#)
- [Son autoritarisme inquiète les](#)

Xi Jinping a choisi de venir en Europe alors que les relations avec les Etats-Unis sont très tendues. Le numéro un chinois se présente comme un homme fort, repère stable au milieu du chaos qui règne sur la scène internationale. Pourtant, les années finissant en neuf ne plaisent pas aux dirigeants chinois.

Le 10 mars a marqué le soixantième anniversaire du soulèvement tibétain de Lhassa. Le 4 mai marquera le centième anniversaire de la manifestation des étudiants de l'université de Pékin, qui marque l'entrée de l'intelligentsia sur la scène politique chinoise. Au printemps, on célébrera (mais pas en Chine) les 30 ans du mouvement pour la démocratie de Tiananmen qui s'est conclu par un massacre, les 20 ans de l'encerclement de Zhongnanhai par la secte Falun Gong avant de commémorer les 70 ans de la République populaire, en octobre. Une année chargée pendant laquelle les organes de sécurité sont mobilisés car le parti craint que les citoyens ne se saisissent de ces anniversaires pour exprimer leur mécontentement.

Car le Parti communiste chinois (PCC) n'a pas changé depuis 1989. Le développement rapide de l'économie ne s'est pas traduit par une démocratisation. Au contraire, l'embryon de société civile apparu au tournant du siècle a été réprimé. En juillet 2015, plus de 300 avocats défenseurs des droits de l'homme ont été arrêtés par la police, et une vingtaine d'entre eux, condamnés à des peines de prison à la suite d'humiliantes séances d'autocritiques télévisées.

Des animateurs d'ONG de défense des ouvriers ont été envoyés en prison, tout comme le fondateur du Mouvement des nouveaux citoyens, toujours sous surveillance après avoir purgé sa peine de quatre ans. Xi répète à l'envi que les juges doivent obéir au PCC, que la presse doit « s'identifier au parti » tandis que, dans les universités, il est interdit de faire référence à de « prétendues valeurs universelles ». La pratique religieuse est enrégimentée, et pas seulement au Tibet.

## **Le contrôle de la société renforcé**

Au Xinjiang, près d'un million de Ouïgours et de Kazakhs sont enfermés dans des lieux de détention qualifiés de « centres de formation professionnelle », uniquement parce qu'ils donnent des prénoms musulmans à leurs enfants, ou mangent halal. Cette répression n'a pas suscité de fortes critiques de la « communauté internationale » et notamment pas des pays musulmans.

Mais les Ouïgours ne sont pas les seules victimes de la retotalitarisation du régime. Le PC ne cesse de renforcer son contrôle sur la société : l'intelligence artificielle vient au secours des moyens de contrôle traditionnels du maoïsme, comité de quartier, dossier, livret de résidence etc. Les tentatives d'instaurer un « crédit social » - combinant la solvabilité, la conformité - risquent d'institutionnaliser un système orwellien. On peut se demander à quoi servent la coopération et le commerce dans le domaine des hautes technologies.

Déjà, grâce au projet des « nouvelles routes de la soie » (BRI), la Chine exporte ses techniques de contrôle des citoyens, pour le plus grand bénéfice des dictateurs de tout acabit. Voulons-nous être complice de cette généralisation ?

Pourtant, si Xi Jinping se présente à l'étranger comme un dirigeant incontestable, sa position n'est pas si confortable qu'elle en a l'air. La guerre commerciale lancée par Donald Trump et les réponses arrogantes de Xi ont provoqué des débats au sein de la direction du PCC. Certains lui reprochent de ne pas avoir su négocier avec les Etats-Unis. Déjà, le projet « Made in China 2025 », qui vise à faire de la Chine la plus grande puissance technologique du monde, n'est plus évoqué officiellement.

## **Son autoritarisme inquiète les partenaires**

Mais la Chine a aussi perdu des points dans son « arrière-cour ». Ainsi, la négociation entamée par Trump avec Kim Jong-un risque de lui faire perdre une partie de ses moyens de pression sur l'héritier de Pyongyang. Du Sri Lanka au Pakistan, les prêts chinois apparaissent comme des pièges enfermant ces pays dans une dépendance à l'égard de Pékin. Même la politique des 16 + 1, par laquelle Pékin, en s'alliant aux pays de l'ancienne Europe communiste, est parvenue à diviser l'Union européenne (UE), commence à donner des signes de faiblesse, les pays de l'Est estimant que les investissements chinois ne sont pas suffisants.

La décision italienne de participer à la BRI apporte un ballon d'oxygène à la politique de Pékin, mais son arrogance a conduit les dirigeants de l'UE à tenter d'adopter une position commune pour limiter la présence chinoise dans les secteurs stratégiques. L'autoritarisme croissant du gouvernement de Xi inquiète de plus en plus ses partenaires.

*« En cas d'échec, le nouveau Timonier devra assumer toutes les responsabilités »*

La position du nouveau Timonier à l'intérieur se dégrade, et ses échecs diplomatiques relatifs risquent de donner des armes à ses éventuels rivaux. Depuis le XIX<sup>e</sup> congrès du PCC, en 2017, Xi a concentré entre ses mains encore plus de pouvoir que ses prédécesseurs. Il préside les commissions spécialisées dans tous les domaines (économie, finance, réforme, sécurité nationale, propagande). Nombre de bureaux de l'administration ont fusionné avec les départements du parti correspondants. La division du travail entre le PCC et le gouvernement, que Deng Xiaoping avait présentée comme la meilleure garantie contre un retour de la Révolution culturelle, a été reléguée aux poubelles de l'histoire.

Contrôlé d'une main de fer par Xi, le parti dirige tout. Pas un jour sans que la presse comporte une

citation de lui. Et contrairement à Mao, il est seul. En cas d'échec, il devra assumer toutes les responsabilités. Déjà, les grèves se multiplient dans les usines du sud de la Chine, et l'on a vu des mouvements (comme celui des grutiers en 2018) affecter l'ensemble du pays.

Aujourd'hui, la société civile est extrêmement faible. Toutefois, même s'il ne s'exprime pas ouvertement, le mécontentement des citoyens, et même des patrons d'entreprises privées qui ont beaucoup souffert de la politique de soutien aux entreprises d'Etat, n'en est pas moins croissant. Cette année en neuf rejoindra-t-elle celles qui, au cours de l'histoire de la République populaire, ont ébranlé le pouvoir ? Rien ne semble l'indiquer, mais pourtant, les dirigeants du PCC sont très inquiets.

**Jean-Philippe Béja** (Directeur de recherche émérite au CNRS-CERI-Sciences-Po)

---

---

### **P.-S.**

- « La position de Xi Jinping n'est pas si confortable qu'elle en a l'air ». Le Monde. Publié le 24 mars 2019 à 06h22 - Mis à jour le 25 mars 2019 à 09h25 :

- [https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/03/24/jean-philippe-beja-la-position-de-xi-jinping-n-est-pas-si-confortable-qu-elle-en-a-l-air\\_5440505\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/03/24/jean-philippe-beja-la-position-de-xi-jinping-n-est-pas-si-confortable-qu-elle-en-a-l-air_5440505_3232.html)

- Jean-Philippe Béja est sinologue, politologue et traducteur. Ses travaux de recherche portent sur les rapports entre les citoyens chinois et les autorités de ce pays, et plus particulièrement sur le mouvement démocrate chinois.